

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral complémentaire n° IC-25-020
actualisant le tableau de classement et
imposant des prescriptions techniques complémentaires

Société NCS PYROTECHNIE et TECHNOLOGIES

à SURVILLIERS

Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R. 512-39-1 et suivants, R. 515-75 et R. 515-98 ;

Vu le décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux sols pollués et à la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 mars 2004 autorisant la société NCS PYROTECHNIE et TECHNOLOGIES à exploiter des installations de fabrication de cartouches de mortier, de charges de scellement, petites munitions pour fêtes foraines et tirs sportifs, allumeurs pour airbags et prétensionneurs de ceintures de sécurité sur le territoire de la commune de SURVILLIERS – Rue de la Cartoucherie ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires des 26 décembre 2006, 2 février 2011, 27 mai 2011, 21 septembre 2011, 6 juin 2012, 22 décembre 2014, 26 janvier 2015 et 27 mai 2015 encadrant les activités de la société NCS PYROTECHNIE et TECHNOLOGIES implantées Rue de la Cartoucherie à SURVILLIERS ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-21-032 du 4 mai 2021 imposant des prescriptions techniques complémentaires et actualisant le tableau de classement de la société NCS PYROTECHNIE et TECHNOLOGIES implantée Rue de la Cartoucherie sur le territoire de la commune de SURVILLIERS ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 23-054 du 20 septembre 2023 donnant délégation de signature à Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de Pontoise ;

Vu le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED d'octobre 2014 réalisé par la Direction Générale de la Prévention des Risques du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie ;

Vu l'avis du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer ;

Vu le courrier du 23 décembre 2021 de la société NCS PYROTECHNIE et TECHNOLOGIES transmettant un mémoire relatif à l'enlèvement de cuves de fioul présentes sur l'établissement ;

Vu le courrier du 16 mai 2022 de la société NCS PYROTECHNIE et TECHNOLOGIES relatif à l'arrêt de la production de charge de scellement ;

Vu le rapport du 28 octobre 2024 relatif à l'inspection du 11 octobre 2024 et notamment les constats relatifs à la mise en sécurité des anciens locaux dédiés aux activités de production de charge de scellement ;

Vu le courriel du 6 novembre 2024 de l'inspection des installations classées transmettant à la société NCS PYROTECHNIE et TECHNOLOGIES le projet d'arrêté préfectoral et lui accordant un délai de un mois pour formuler ses observations ;

Vu le courriel du 5 décembre 2024 de la société NCS PYROTECHNIE et TECHNOLOGIES adressant ses observations sur le projet d'arrêté précité ;

Vu le courriel du 11 décembre 2024 transmettant le nouveau projet d'arrêté préfectoral établi suite aux observations de la société NCS PYROTECHNIE et TECHNOLOGIES du 5 décembre 2024 susvisé ;

Vu le courriel du 13 décembre 2024 de la société NCS PYROTECHNIE et TECHNOLOGIES indiquant ne pas avoir de remarques complémentaires sur le nouveau projet d'arrêté communiqué par mail du 11 décembre 2024 susvisé ;

Vu le rapport du 17 décembre 2024 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Considérant que le mémoire relatif à l'enlèvement de cuves de fioul présente les analyses en bord et fond de fouilles ;

Considérant que les analyses en bord et fond de fouilles montrent des impacts en hydrocarbures avec des concentrations allant jusqu'à 52 000 mg/kg ;

Considérant que les analyses réalisées ne permettent pas de délimiter en étendue et en profondeur les sources de pollution ;

Considérant que l'arrêt de la production de charge de scellement constitue une cessation partielle d'activité notamment pour l'activité relevant de la rubrique 3460 ;

Considérant que l'exploitant doit fournir dans le cadre de cette cessation partielle d'activité le mémoire de réhabilitation ;

Considérant qu'il convient d'acter la modification du classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la fin du statut IED pour cet établissement ;

Considérant que l'obligation pour les établissement SEVESO SEUIL HAUT de réaliser une notice de réexamen remplace l'obligation de réviser entièrement l'étude de dangers ;

Considérant, compte-tenu de ce qui précède, qu'il convient d'imposer des prescriptions techniques complémentaires à la société NCS PYROTECHNIE et TECHNOLOGIES ;

Considérant que l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'a pas été requis selon les dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1er : Classement et statut IED

Le tableau de classement de l'article 1.2.1 des prescriptions techniques complémentaires de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2021 susvisé est remplacé par le tableau ci-dessous. Les quantités maximales autorisées pour chaque rubrique du tableau ci-dessous sont précisées dans l'annexe confidentielle n°1 du présent arrêté.

Rubrique	Régime	Intitulé de la rubrique (activité)
4220 - 1	A – Seveso Seuil Haut avec bénéfice des droits acquis	Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public. La quantité équivalente totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 kg
4210 – 1 - a	A avec bénéfice des droits acquis	Produits explosifs 1. Fabrication, chargement, encartouchage, conditionnement de, études et recherches, essais, montage, assemblage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique, ou travail mécanique [...] La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 100 kg
1450 - 1	A	Solides inflammables (stockage ou emploi de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t
2793 – 3- b	A	Installation de collecte, transit, regroupement, tri ou autre traitement de déchets de produits explosifs (hors des lieux de découverte). 3. Autre installation de traitement de déchets de produits explosifs (mettant en œuvre un procédé autre que ceux mentionnés aux 1 et 2). b) Dans les autres cas
4440 - 2	D	Substances et mélanges autoréactifs, pyrophoriques ou comburants et Peroxydes organiques Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3.
1185 – 2 - a	DC	Gaz à effet de serre fluorés [...] 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg

Rubrique	Régime	Intitulé de la rubrique (activité)
1978-5	D	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 2 t/ an
2564 – 1- C	DC	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques , à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670 1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : c. Supérieur à 200 l mais inférieur ou égal à 1500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques
2910 – A - 2	DC	Combustion [...] A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...] si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW
2560	NC	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.
4331	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.
4510	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.
4719	NC	Substances et mélanges nommément désignés : Acétylène (numéro CAS 74-86-2)
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution
2563	NC	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface
2662	NC	Stockage de Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)
2925	NC	Ateliers de charge d'accumulateurs

A (autorisation), D (déclaration), NC (non classé), DC (Déclaration avec contrôle)

Article 2 : L'article 1.2.3 des prescriptions techniques complémentaires de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2021 susvisé relatif au statut IED de l'établissement est abrogé.

Article 3 : La société NCS PYROTECHNIE et TECHNOLOGIES est tenue pour son établissement situé Rue de la Cartoucherie sur le territoire de la commune de SURVILLIERS, de respecter les dispositions des articles du présent arrêté.

Article 4 : Les alinéas 2 et suivants de l'article 8.1.3 des prescriptions techniques complémentaires de l'arrêté préfectoral du 4 mai 2021 susvisé sont remplacés par l'alinéa ci-dessous :

« Conformément à l'article R. 515-98 du code de l'environnement, l'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire. Le prochain réexamen doit être adressé à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise au plus tard le 15 juillet 2025. »

Article 5 : Mémoire de réhabilitation

L'exploitant doit établir un mémoire de réhabilitation portant sur le périmètre des installations anciennement visées par la directive relative aux émissions industrielles. Le mémoire de réhabilitation portera également sur les zones impactées autour des anciennes cuves de fioul.

Le mémoire de réhabilitation précise les mesures prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement compte tenu de l'usage industriel du terrain.

Le mémoire de réhabilitation comportera les éléments suivants :

- une étude historique et de vulnérabilité des milieux ;
- un diagnostic de la pollution ;
- une interprétation de l'état des milieux, le cas échéant ;
- une étude visant à proposer les mesures de gestion de la pollution mise en évidence.

L'emprise étudiée devra être justifiée au regard des dispositions du guide d'octobre 2014 susvisé.

Article 6 : Étude historique et de vulnérabilité des milieux

L'étude historique et de vulnérabilité des milieux ont pour but :

- d'identifier les activités réalisées et les produits chimiques utilisées sur le périmètre d'étude et ses abords afin de justifier les campagnes de prélèvements et les produits recherchés dans le cadre du diagnostic ;
- d'identifier la vulnérabilité et la sensibilité du site et des milieux face à une éventuelle pollution. Cette étude permet d'identifier les potentiels voies de transfert de pollution et les usages des milieux.

Article 7 : Diagnostic de la pollution

Le diagnostic doit permettre d'identifier et de caractériser les éventuelles sources de pollution, leur voie de transfert et les milieux d'exposition.

Le diagnostic s'appuie sur l'étude historique et de vulnérabilité des milieux visée à l'article 5.

Les concentrations en substances polluantes seront comparées au bruit de fond ou à des valeurs de références judicieusement choisies et justifiées.

Conformément à l'article R. 515-75 du code de l'environnement, le diagnostic devra comprendre une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au 3° du I de l'article R. 515-59

Le diagnostic conclut par la présentation d'un schéma conceptuel, qui doit permettre d'appréhender les relations entre :

- les sources de pollutions,
- les différents milieux de transfert et leurs caractéristiques,
- l'étendue des pollutions sur site et le cas échéant hors site,
- les enjeux à protéger sur site et hors site .

Les méthodes retenues pour ce diagnostic seront justifiées.

Article 8 : Interprétation de l'état des milieux

À partir des résultats du diagnostic des milieux, l'exploitant réalise l'interprétation de l'état des milieux (IEM) en cas de pollution de nature à impacter l'extérieur du site.

L'objectif de cette étude est de s'assurer que l'état des milieux à l'extérieur du site est compatible avec les usages constatés, notamment des sols et des eaux souterraines. L'exploitant s'attachera en particulier à présenter le schéma conceptuel présentant les voies de transfert.

Article 9 : Plan de gestion

À partir des résultats de l'ensemble des investigations réalisées sur et hors du périmètre de son établissement, l'exploitant réalise une étude visant à proposer les mesures de gestion nécessaires pour supprimer autant que possible ou, à défaut, maîtriser les sources de pollution identifiées sur le site.

Le plan de gestion est réalisé conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués d'avril 2017 et aux dispositions de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement.

Le plan de gestion présente notamment les différentes techniques envisageables pour atteindre l'objectif visé au premier alinéa du présent article. Pour chaque technique de dépollution retenue, l'exploitant évalue les impacts générés par ces techniques (sur l'eau et l'air notamment) et les mesures prises pour les limiter.

L'étude présente également un calendrier de mise en œuvre des travaux correspondants.

Article 10 : Calendrier de mise en œuvre

L'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées les documents répondant aux exigences du présent arrêté selon le calendrier suivant :

Documents à remettre	Délai (en mois à compter de la date de notification du présent arrêté)
Étude historique et de vulnérabilité des milieux	6 mois
Diagnostic de la pollution	12 mois*
Interprétation de l'état des milieux (le cas échéant)	15 mois*
Plan de gestion	15 mois*

* Les délais de réalisation des diagnostics, interprétation de l'état des milieux et du plan de gestion peuvent être ajustés sur demande motivée de l'exploitant et acceptée par le préfet.

Article 11 : Sanctions

En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant est passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 12 : Information des tiers

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de SURVILLIERS et peut y être consultée,
- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de SURVILLIERS pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise,
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 13 : Délai et voies de recours

Conformément aux dispositions des articles R. 181-50 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 – CERGY-PONTOISE Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de ce même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 14 : Application

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de SURVILLIERS sont chargés, chacun en qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le 18 FEV. 2025

Le préfet,



Philippe COURT

